



L'OTAN face à l'ingratitude des Libyens

Par [Thierry Meyssan](#)

Mondialisation.ca, 11 juillet 2011

[Réseau Voltaire](#) 11 juillet 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

La Coalition des volontaires était venue en Libye pour sauver la population civile de la répression du tyran Kadhafi. Quatre mois plus tard, les foules libyennes ont déserté le territoire libéré de Benghazi et se massent dans de gigantesques manifestations anti-OTAN. Confrontée à une réalité politique inattendue, l'armada de l'Alliance atlantique n'a plus de stratégie. Les Italiens ont amorcé leur retrait, les Français cherchent la sortie.

111 jours après le début de l'intervention de la Coalition des volontaires en Libye, aucune solution militaire n'est en vue et les experts s'accordent tous à dire que le temps joue en faveur du gouvernement libyen, sauf coup de chance et assassinat de Mouammar el-Kadhafi.

Le 7 juillet, le conseil des ministres italien a réduit de moitié l'engagement du pays à l'effort de guerre et a retiré son porte-hélicoptères. Le président Silvio Berlusconi a déclaré qu'il avait toujours été hostile à ce conflit, mais avait été contraint par son parlement d'y participer.

Le 10 juillet, le ministre français de la Défense, Gérard Longuet, a évoqué une solution politique qui passerait par un départ de M. Kadhafi « *dans une autre aile de son palais et avec un autre titre* ». Vu qu'il n'y a plus de palais, la première condition est de pure forme, quand à la seconde, personne n'en comprend le sens, sinon qu'il s'agit d'une échappatoire sémantique.

Les structures sociales et politiques libyennes sont issues de la culture locale et sont manifestement difficiles à comprendre pour nombre d'Occidentaux. Il s'agit d'un système monocaméral de démocratie participative, qui fonctionne remarquablement bien au niveau local, doublé d'un forum tribal qui ne constitue pas une seconde chambre, un sénat, puisqu'il n'a pas de pouvoir législatif, mais intègre les solidarités claniques dans la vie politique. À ce dispositif, s'ajoute la figure du « *Guide* », qui ne dispose d'aucun pouvoir légal, mais d'une autorité morale. Nul n'est forcé de lui obéir, mais la plupart le font, comme ils agiraient au sein de leur famille vis-à-vis d'un aîné, bien que rien ne les y contraigne. Dans l'ensemble ce système politique est paisible et les gens ne manifestent aucune peur de la police, excepté lors des tentatives de prise de pouvoir ou encore lors de la mutinerie de la prison d'Abou Salim (1996) qui ont été réprimées de manière particulièrement sanglante.

Ces précisions permettent de percevoir le caractère absurde des buts de guerre de la Coalition des volontaires.

Officiellement celle-ci intervient à l'appel du Conseil de sécurité des Nations unies pour

protéger les victimes civiles d'une répression de masse. Mais aujourd'hui, les Libyens sont persuadés que cette répression n'a jamais existé et que l'armée de l'air libyenne n'a jamais bombardé de quartiers de Benghazi ou de Tripoli. La partie de la population libyenne qui a cru ces informations diffusées par les chaînes de télévision internationales s'est ravisée. Les gens, qui ont tous des parents et amis dispersés dans le pays, ont eu le temps de se renseigner sur les dangers encourus par leurs proches et ont conclu qu'ils avaient été intoxiqués.

Sur ce sujet, comme sur bien d'autres, le monde est désormais divisé entre ceux qui croient la version US et ceux qui n'y croient pas. Pour ma part, je réside actuellement à Tripoli dans le quartier réputé hostile à M. Kadhafi qui se serait soulevé contre lui et qui aurait été bombardé par son aviation au début du conflit. Je peux attester qu'il n'y a aucune trace de tels événements, à l'exception d'une voiture brûlée. Les seuls immeubles qui ont été bombardés sont des bâtiments officiels qui ont été tardivement détruits par des missiles de l'OTAN.

Quoi qu'il en soit, les principaux leaders de l'OTAN ont évoqué publiquement un autre but de guerre, que certains membres de la Coalition ne semblent pas partager : la démission de M. Kadhafi, le « *changement de régime* ». On entre alors dans une confusion inextricable. D'une part, cette exigence n'a aucun fondement juridique au regard des résolutions pertinentes de l'ONU et n'est aucunement liée à l'objectif affiché de protection de populations réprimées. D'autre part, la démission de M. Kadhafi n'a aucun sens puisqu'il ne dispose d'aucune fonction institutionnelle, mais uniquement d'une autorité morale qui ressort des structures sociales et non pas politiques. Enfin, on ne voit pas de quel droit des membres de l'OTAN s'opposent au processus démocratique et décident en lieu et place du peuple libyen qu'il doit écarter un de ses leaders.

Au demeurant, cette confusion confirme que cette guerre répond à des mobiles inavoués qui ne sont pas partagés par tous les membres de la Coalition des volontaires.

Le principe d'une attaque simultanée de la Libye et de la Syrie a été acté par le pouvoir US dans la semaine suivant les attentats du 11 septembre 2001. Il a été exposé publiquement la première fois par John Bolton, alors secrétaire d'État adjoint, dans son discours du 6 mai 2002 intitulé « *Au-delà de l'Axe du Mal* ». Il a été confirmé par le général Wesley Clark, lors d'un célèbre entretien télévisé, le 2 mars 2007. L'ancien commandeur de l'OTAN y a présenté la liste des États qui seraient successivement attaqués par les États-Unis dans les prochaines années.

Les straussiens avaient prévu d'attaquer initialement l'Afghanistan, l'Irak et l'Iran dans le cadre du « *remodelage du Moyen-Orient élargi* », puis lors de la seconde phase d'attaquer la Libye, la Syrie et le Liban pour étendre le processus au remodelage du Levant et de l'Afrique du Nord, puis encore dans une troisième phase d'attaquer la Somalie et le Soudan pour remodeler l'Afrique de l'Est.

L'attaque de l'Iran ayant été différée pour des raisons militaires évidentes, nous sommes entrés directement dans la Phase II, sans lien avec les événements réels ou imaginaires de Benghazi. La Coalition des volontaires se trouve embarquée dans un processus qu'elle n'a pas voulu et qui la dépasse.

La stratégie US, mise en œuvre par la France et le Royaume-Uni —associés comme au bon vieux temps de l'expédition de Suez—, était fondée sur une analyse particulièrement fine du

système tribal libyen. Sachant que les membres de certaines tribus —principalement les Warfallah— ont été écartés des postes à responsabilité à la suite du putsch manqué de 1993, l'OTAN devait attiser leurs frustrations, les armer et les utiliser comme levier pour renverser le régime et installer un gouvernement pro-occidental. Selon M. Berlusconi, MM. Sarkozy et Cameron auraient indiqué lors d'une réunion des alliés le 19 mars que « *la guerre se terminerait quand il y aurait, comme on s'y attend, une révolte de la population de Tripoli contre le régime actuel* ».

Cette stratégie a connu son apogée, le 27 avril, avec l'appel de 61 chefs de tribus en faveur du Conseil national de transition. À noter que, dans ce document, il n'est déjà plus question des massacres attribués au « régime » à Benghazi et à Tripoli, mais de son intention supposée de les perpétrer. Les signataires remercient la France et l'Union européenne d'avoir empêché un carnage annoncé et non d'avoir stoppé un carnage en cours.

Depuis cet appel, de manière continue et sans interruption, les tribus de l'opposition se sont ralliées une à une au gouvernement de Tripoli et leurs chefs sont venus faire publiquement allégeance à Mouammar Kadhafi. En réalité ce processus avait commencé bien avant et avait été mis en scène, le 8 mars, lorsque le « Guide » avait reçu l'hommage de chefs de tribu à l'hôtel Rixos, au milieu des journalistes occidentaux transformés en boucliers humains et médusés par cette nouvelle provocation.

Ceci s'explique simplement : l'opposition intérieure à Kadhafi n'avait aucune raison de renverser le régime avant les événements de Benghazi. L'appel du 27 avril se basait sur des informations que les signataires considèrent aujourd'hui comme des intoxications. Dès lors, chacun s'est rallié au gouvernement national pour lutter contre l'agression étrangère. Conformément à la culture musulmane, les rebelles qui ont fait la preuve de leur bonne foi ont été automatiquement pardonnés et incorporés dans les forces nationales.

Peu importe pour notre analyse de savoir si la répression par le régime de Kadhafi est une réalité historique ou une mythe de la propagande occidentale, ce qui compte, c'est de savoir ce que pensent aujourd'hui les Libyens en tant que peuple souverain.

Il faut ici observer le rapport de force politique. Le Conseil national de transition (CNT) n'a pas su se constituer de base sociale. Sa capitale provisoire, Benghazi, était une ville de 800 000 habitants. Des centaines de milliers d'entre eux ont célébré sa création en février. Aujourd'hui la « ville libérée par les rebelles » et « protégée par l'OTAN » est en fait une agglomération morte qui ne compte plus que quelques dizaines de milliers d'habitants, souvent des gens qui n'ont pas les moyens de partir. Les Benghaziis n'ont pas fuit les combats, ils ont fuit le nouveau régime.

À l'inverse, le « régime de Kadhafi » a été capable de mobiliser 1,7 million de personnes lors de la manifestation du 1er juillet à Tripoli et il vient de s'engager dans l'organisation de manifestations régionales chaque vendredi. La semaine dernière, ils étaient ainsi plus de 400 000 à Sabha (Sud) et l'on attend une foule identique vendredi à Az Zawiyah (Ouest). Notez bien que ces manifestations sont dirigées contre l'OTAN qui a tué plus d'un millier de leurs compatriotes, détruit les infrastructures non pétrolières du pays et coupé tout approvisionnement par un blocus naval, elles s'articulent autour d'un soutien au « Guide » comme leader anti-colonialiste, mais ne valent pas nécessairement approbation *a posteriori* de tous les aspects de sa politique.

En définitive, le peuple libyen a parlé. Pour lui, l'OTAN n'est pas venu le protéger, mais

conquérir le pays. C'est Kadhafi qui le protège face à l'agression occidentale.

Dans ces conditions l'OTAN n'a plus de stratégie. Pas de « *Plan B* ». Rien. Les défections côté Conseil national de transition sont si nombreuses que, selon la plupart des experts, les « *forces rebelles* » ne comprennent plus qu'entre 800 et 1 000 combattants, certes surarmés par l'Alliance, mais incapables de jouer un rôle significatif sans soutien populaire. Il est probable que les commandos des forces spéciales déployés au sol par l'OTAN sont plus nombreux que les combattants libyens qu'ils encadrent.

Le retrait italien et les déclarations du ministre français de la Défense ne sont pas surprenantes. Malgré sa puissance de feu sans équivalent dans l'Histoire, l'armada de l'OTAN a perdu cette guerre. Non pas bien sûr au plan militaire, mais parce qu'elle a oublié que « *la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens* » et qu'elle s'est trompée politiquement. Les hurlements de Washington, qui a réprimandé le ministre français et refuse de perdre la face, n'y changeront rien.

La source originale de cet article est [Réseau Voltaire](#)
Copyright © [Thierry Meyssan](#), [Réseau Voltaire](#), 2011

Articles Par : [Thierry Meyssan](#)

A propos :

Intellectuel français, président-fondateur du Réseau Voltaire et de la conférence Axis for Peace. Dernier ouvrage en français : *L'Effroyable imposture : Tome 2, Manipulations et désinformations* (éd. JP Bertrand, 2007).

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca